

ce matin. L'auteur de cet article prétend que l'Association médicale de la Colombie-Britannique est d'avis que les efforts effectués par les fabricants de produits pharmaceutiques pour encourager la vente contribuent à une majoration sensible du prix de revente de certains médicaments. Si tel est le cas, le ministre a-t-il des observations à formuler?

L'hon. J. W. Monteith (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je n'ai pas vu l'article en question et je n'aimerais pas faire de déclaration à ce sujet sans l'avoir lu.

LES SPORTS

LE CONSEIL CONSULTATIF—INTERPELLATION AU SUJET DE DEMANDES DE SUBVENTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Georges Valade (Sainte-Marie): J'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social mais je vais la lui poser en français.

(Texte)

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il informer la Chambre s'il a reçu une ou des demandes relativement aux cinq millions disponibles au Conseil consultatif national de l'aptitude physique et du sport amateur?

(Traduction)

L'hon. J. W. Monteith (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Lundi dernier, j'ai rencontré les ministres provinciaux pour discuter des arrangements relatifs aux accords avec les provinces. Tout ce que nous avons discuté au cours de cette rencontre, c'est la manière dont l'accord serait rédigé. Les fonctionnaires provinciaux et ceux de mon ministère ont continué à examiner cette question hier. Pour le moment, les fonctionnaires de mon ministère ont proposé de rédiger un projet d'accord qui serait soumis à l'étude des provinces. Jusqu'ici, aucune demande de fonds ne nous a été présentée.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

MODIFICATION DE MESURES LÉGISLATIVES CONCERNANT LA COMMERCIALISATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aurais une question à poser au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. Si je la pose, c'est que j'ai été renversé de voir que les membres du gouvernement et ceux de l'opposition officielle avaient voté, hier soir, contre le principe de mesures législatives concernant la commercialisation.

Des voix: Règlement!

M. Herridge: J'aimerais demander au secrétaire parlementaire si le gouvernement se propose de modifier toute loi sur l'organisation du marché?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Avant qu'il soit répondu à cette question, Monsieur l'Orateur, je veux en appeler au Règlement. Nous savons que les députés ont l'habitude de faire distribuer des exemplaires du hansard où figurent les questions qu'ils ont posées et les réponses qu'ils ont obtenues. A mon avis, Votre Honneur, la question, ainsi conçue, ne devrait pas être posée du fait que mon honorable ami y va d'une affirmation, ce qui la rend contraire au Règlement, et d'une affirmation inexacte, ce qui dépasse les limites. Il serait important de la faire retirer car sans cela, le hansard renfermera des affirmations erronées et irrégulières.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Si on veut bien me permettre de dire un mot sur ce rappel au Règlement, je signalerai que le ministre de la Justice aurait pu invoquer un troisième motif. Il aurait pu rappeler que la Chambre a pris une décision sur cette affaire hier soir et qu'une fois prise, une décision de la Chambre ne tolère plus aucune discussion, même sous le couvert d'une question.

M. Herridge: Si ma question enfreint le Règlement, comme novice dans mes présentes fonctions, je m'excuse.

M. l'Orateur: On voit bien que l'honorable représentant a de l'expérience. Il est bien exact qu'il a amorcé sa question d'une façon irrégulière en critiquant une décision de la Chambre. Vu qu'on a soulevé une objection, il devra certes retirer cette partie de sa question. Quant au reste, je me demande s'il y a vraiment matière à une question. Si oui, il peut la poser au secrétaire parlementaire.

M. Herridge: Étant donné les récents événements, le secrétaire parlementaire voudrait-il dire à la Chambre si le gouvernement se propose de modifier toute loi sur l'organisation du marché?

M. l'Orateur: Cette question de l'honorable député me paraît être une de ces questions portant sur la politique générale. S'il pouvait la restreindre à un projet bien défini de présenter un bill, il réussirait peut-être à la faire accepter. Je crois toutefois que sous sa forme actuelle, il n'a pas le droit de la poser.

(Plus tard)

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Puis-je demander un renseignement au ministre suppléant de l'Agriculture? Est-il en mesure de dire à la Chambre s'il est question de présenter une mesure législative concernant l'organisation du marché des produits agricoles au cours de la présente session?